

CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-005 DU 27 MARS 2019 RELATIVE À LA STRUCTURE DES PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL

Observations de la FNCCR

En préambule, la FNCCR rappelle qu'elle exprime le point de vue de ses membres exerçant les compétences d'autorités organisatrices de la distribution publique de gaz ou ayant la nature d'entreprises publiques.

Soucieuse du service public de distribution de gaz, la FNCCR est également attentive à la qualité de service à la clientèle, notamment à la fluidité des changements de tarif et l'accès des clients aux données les concernant. Au titre de la transition énergétique, elle promeut l'injection du biométhane dans les réseaux de distribution de gaz pour une décarbonation de l'énergie, une valorisation des résidus du traitement des eaux usées et un complément de rémunération des agriculteurs.

Question 1 : Quel calendrier vous semble le plus adapté pour mettre en œuvre les évolutions de structure des tarifs ATRD qui seront retenues ?

La FNCCR demande que les évolutions de structure ne devraient pas être mise en œuvre avant 2022 et d'en fixer et de les définir en 2020 pour prendre le mieux possible en compte l'impact des injections de biométhane et de l'appétence des consommateurs pour ce gaz.

Elle préconise l'instauration d'un signal tarifaire incitatif vis-à-vis du biométhane pour en accompagner la pénétration sur le marché.

Question 2 : Êtes-vous favorable à ce que la continuité tarifaire entre deux options tarifaires soit établie sans tenir compte de la CTA ?

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'abaissement du seuil de coupure entre les options tarifaires T1 et T2 de 6 MWh à 4 MWh ?

La FNCCR est favorable à l'abaissement du seuil entre les options tarifaires T1 et T2 pour mieux prendre en compte les différences d'usage des profils P011 et P012.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T1 et T2 et celle entre les profils P011 et P012 doit être recherchée ?

La FNCCR est favorable à la concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T1 et T2 et celle entre les profils P011 et P012, en cohérence avec la réponse à la question précédente.

Question 5 : Êtes-vous favorable au principe d'une scission de l'option tarifaire T2 ?

La FNCCR est favorable au principe de scission de l'option tarifaire T2. Toutefois elle s'interroge sur le niveau du seuil à introduire : il lui semblerait plus judicieux de

rechercher à discriminer l'usage de chauffage du résidentiel et du tertiaire des usages plus disparates de l'industrie, soit un seuil aux alentours de 5000 MWh/an.

Question 6 : Voyez-vous d'autres évolutions qu'il serait souhaitable d'étudier sur le sujet des seuils entre options tarifaires ?

Question 7 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en matière de rééquilibrage des charges supportées par les consommateurs de chaque option tarifaire ?

La FNCCR ne dispose pas des données chiffrées sur les enjeux économiques du rééquilibrage des différentes options tarifaires pour appréhender convenablement l'intérêt d'engager les GRD dans une nième adaptation de leurs systèmes informatiques.

Question 8 : Que pensez-vous du principe de différencier la tarification des T3 pour refléter leur hétérogénéité ?

Compte tenu de l'impact de la différenciation envisagée sur les factures des consommateurs, la FNCCR prône une progressivité de moyen terme pour ne pas trop mettre à mal leur trésorerie.

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un terme proportionnel à la capacité journalière pour l'option T3 ? Que pensez-vous d'utiliser la capacité journalière normalisée ?

La FNCCR ne dispose pas des données chiffrées sur les avantages et les inconvénients de la mesure envisagée, qui lui permettraient de se prononcer.

Question 10 : Êtes-vous favorable au principe d'appliquer une dégressivité à la tarification de la capacité de l'option T4 au-delà d'un certain seuil ?

La FNCCR reste attachée à ce que les tarifs permettent d'une juste rémunération des gestionnaires de réseaux. Puisque les travaux d'allocation des coûts générés par les consommateurs de l'option T4, La FNCCR n'est pas favorable à l'abaissement du tarif de cette option, ni de mettre en œuvre une dégressivité, fut-elle à rémunération constante de chaque GRD, qui devrait alors engager des nouvelles dépenses pour adapter leur SI.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

La FNCCR considère que le droit d'injection du biométhane doit profiter le plus possible à l'économie des territoires et l'urgence climatique à mobiliser le plus possible de sources d'énergie décarbonées. Un signal économique visant à prioriser les installations les plus proches d'un réseau existant est déjà présent par la participation financière des producteurs de biométhane au raccordement de leurs installations. La FNCCR craint que l'adjonction d'un signal tarifaire n'aille à l'encontre des objectifs de la politique pluriannuelle de l'énergie du gouvernement.

Question 12 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure des tarifs ATRD ?